



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Site : npa 45.org

Mail : npa.orleans@orange.fr

La voix anticapitaliste

IMPOSONS L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Cette fin d'année est catastrophique pour l'emploi en France, 15 000 suppressions de poste dans l'industrie, sans parler des emplois perdus chez tous les sous-traitants. Le département du Loiret, lui aussi, se voit entraîné dans la spirale des plans sociaux.

Dépôt de bilan chez Fagor, 600 emplois menacés à St-Jean-de-la-Ruelle ; la saignée du chômage continue à Pithiviers avec la fermeture de l'abattoir de Boynes ; la fermeture de l'imprimerie de la République du Centre 80 emplois, la mise au chômage technique chez Hutchinson, etc. etc...

Un bel exemple, encore, vient du Conseil Général du Loiret et le licenciement des 65 Educateurs de rues devenus subitement inutiles !

Le chômage, en France, est en hausse de plus de 8 % en un an. Plus de 5 millions de personnes sans travail à ce jour. La promesse de Hollande d'inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année a de plus en plus de plomb dans l'aile, à moins d'utiliser les artifices statistiques.

Des aides... pour le patronat !

Pourtant on ne peut pas reprocher au gouvernement de ne pas se démener... pour les aides aux patrons.

Les subventions aux entreprises, pour l'année, se montent à plus de 200 milliards d'euros. Leurs exonérations d'impôts à 60 milliards. Le Crédit d'impôt « compétitivité-emploi » leur apportera 10 milliards en 2014.

Et la Banque Centrale européenne prépare un nouveau prêt aux banques à un taux ridiculement bas, qui s'ajoute aux 1000 milliards qu'elle leur a déjà donnés. D'autre part, l'évasion fiscale, qui est aussi le fait des entreprises, est estimée entre 60 ou 80 milliards.

Contre les licencieurs, le gouvernement est moins actif.

Montebourg et le gouvernement se sont, ces derniers mois, aplatis devant les PDG de PSA, d'Arcelor, Sanofi. Pendant ce temps, les patrons de Continental, Sodimédical, Fralib, ont été condamnés en justice sans que le gouvernement ait tenté de faire appliquer les décisions de justice !

Et dans le secteur public, la même politique est à l'œuvre avec les milliers de postes supprimés dans la santé, l'Education, les transports, les communaux

Combattre le chômage, vraiment !

C'est se battre pour l'interdiction de tous les licenciements, la suppression et le remboursement de toutes les aides et allégements fiscaux accordés aux patrons.

C'est le partage du travail entre toutes et tous et l'amélioration des conditions de travail par la réduction massive du temps de travail à 35h avec des embauches et sans diminution du salaire, l'interdiction du travail posté, de nuit, de week-end.

Affrontements entre salariéEs, suicides, grèves de la faim ne sont que les signes visibles de la souffrance, de l'angoisse de millions de salariéEs, chômeurs, jeunes. L'abstention électorale, le vote Front national en sont une autre forme d'expression.

Comme nous avons pu le voir les débats et amendements au Parlement, le soit-disant dialogue social, ont seulement permis d'aller dans le sens du MEDEF contre les salariés et retraités.

Toutes celles et ceux qui combattent les patrons et la politique du gouvernement doivent se retrouver dans la grève, dans les luttes, dans les rues pour imposer des mesures radicales, **Mettons en commun nos résistances.**

Prendre nos luttes en mains contre le gouvernement des patrons !

Hollande avait promis pendant la campagne présidentielle qu'il s'attaquerait avec force à la finance quand celle-ci mettrait injustement en danger l'emploi et donc la vie des salariés. Passée son élection c'est belle paroles se sont envolées. Et que n'avait-il promis d'autre !

Nous n'avons bien sûr aucune confiance dans ce gouvernement qui ne s'oppose jamais aux licenciements et se trouve bien plus à l'aise pour taxer les pauvres et donner aux riches.

En revanche, nous avons entièrement confiance dans les salariés ; c'est donc la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée qui est nécessaire, y compris la grève et le blocage qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population.

C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes des grandes entreprises et des multinationales qu'il faut appliquer, tout comme la réquisition des sites, des machines et des stocks, par les salariés eux-mêmes.

REUNION PUBLIQUE

Samedi 7 Décembre 15h00

salle des Chats Ferrés,
Rue des Chats Ferrés
à Orléans Avec

Philippe POUTOU